



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 1^{er} Décembre – 8^{er} Décembre 2022

En bref

L'indice national des prix à la consommation a été contenu et a enregistré une variation annuelle de 7,8 % au mois de novembre, son plus bas niveau depuis six mois, selon le rapport de l'Institut national de la Statistique et de la Géographie (INEGI) publié ce jeudi. Ce résultat intervient après une variation annuelle de 8,7 % en septembre et de 8,41 % en octobre. L'inflation demeure supérieure à la fourchette cible de la Banque centrale (de 3 % +/- 1 pp), et ce depuis 21 mois consécutifs. Le résultat d'inflation du mois de novembre est inférieur aux anticipations des marchés, qui estimaient le taux annuel à 7,9 %. L'indice des prix de base, qui exclut les produits dont les prix sont très volatils, s'est accéléré quant à lui, à 8,51 % en variation annuelle, sa plus forte variation depuis août 2000, où il atteignait 8,8 %.

LE CHIFFRE À
RETENIR

7,8 %

Inflation au mois de novembre en variation annuelle selon l'Institut National de la Statistique et de la Géographie (INEGI)

Zoom sur

Le Salvador est le pays du CA-4 recevant le plus de « remesas » par le biais de moyens numériques, selon le rapport "*Digital Money and Remittance Costs in Central America, Panama and the Dominican Republic*", publié par le Fonds monétaire international. En 2019, 12 % des transferts de fonds au Salvador ont été réalisés par voie numérique (i.e. les fonds sont envoyés et reçus numériquement, sans retrait d'espèces), devant le Nicaragua (8 %), le Honduras (7 %) et le Guatemala (2 %). Cependant, cette particularité numérique ne saurait expliquer la tendance régionale à la baisse des frais d'envois des « remesas ». Selon le FMI, cette tendance est plutôt attribuable à une concurrence accrue sur le marché des transferts de fonds, à un développement du système financier et à une plus forte pénétration des agences bancaires dans ces pays.

Mexique

1. ECONOMIE

La consommation privée au Mexique (qui représente 75 % du PIB) a connu une légère croissance de 0,39 % au cours du mois de septembre selon l'Institut National de la Statistique et de la Géographie (INEGI). L'indicateur mensuel de la consommation privée sur le marché intérieur a augmenté de 0,39 % en g.m au cours du mois de septembre. Il s'agit du troisième mois de hausse consécutive (après +0,59 % en août et +0,25 % en juillet). Cette progression est principalement due à la consommation de biens importés, qui a enregistré une hausse de 1,4 % en g.m au mois de septembre. En variation annuelle, la consommation privée a augmenté de 6 % en septembre.

Le commerce entre le Mexique et les Etats-Unis atteint 655 Mds USD entre janvier et octobre 2022, selon le Bureau du recensement des Etats-Unis. Ce chiffre représente une croissance de 21 % par rapport à la même période l'an passé. Le commerce total entre les deux nations a été soutenu par une forte augmentation des exportations mexicaines vers les Etats-Unis de +21 % g.a., à 382,1 Mds USD). Quant aux importations en provenance des Etats-Unis, elles totalisent 298,5 Mds USD, soit une hausse de 31 % par rapport à l'année précédente. En outre, entre janvier et octobre, le Mexique est classé premier partenaire commercial des Etats-Unis.

Près de deux millions d'emplois créés au Mexique entre janvier et novembre 2022. Parmi ceux-ci, 74 % sont des emplois permanents. Les secteurs économiques affichant le plus fort taux de croissance annuelle de l'emploi sont les transports et communications (+7 %), la construction (+5,3 %) et les services aux entreprises (+4,5 %). Par Etat, le Tabasco, la Baja

California Sur et le Quintana Roo se distinguent, avec des augmentations annuelles de + 9 %.

Les marchés financiers ont revu à la baisse leurs prévisions d'inflation pour 2022 et 2023. Selon les résultats de l'enquête de la Banque centrale du Mexique, les spécialistes du secteur privé estiment désormais que l'indice national des prix à la consommation enregistrerait une variation annuelle de 8,32 % à la fin de l'année 2022. Cette prévision est inférieure aux 8,54 % estimée en novembre, et rompt une tendance de 16 mois de révision à la hausse. Le vice-gouverneur de la Banque centrale, Jonathan Health, précise que l'inflation sous-jacente est l'indicateur que le Conseil des gouverneurs suit de près, puisqu'il définit la tendance de l'inflation à moyen terme. Or, ce-dernier continue d'accélérer (cf. supra, *En bref*). Avec cette prévision d'inflation, les marchés prévoient que la Banque centrale porterait son taux de référence à 10,5 % d'ici la fin de l'année.

Selon Banxico, l'endettement des ménages mexicains pourrait nuire à la stabilité financière du pays. La Banque centrale du Mexique a mis en garde contre le niveau d'endettement des familles mexicaines auprès des établissements de crédits en raison des perspectives économiques dégradées. L'inflation et l'essoufflement de la croissance économique demeurent les principaux risques, selon le *Rapport sur la stabilité financière*. Les niveaux élevés d'inflation s'inscrivent dans un environnement international complexe et incertain pour le système financier mexicain. Dans le rapport susmentionné, la Banque centrale souligne que les derniers stress tests suggèrent que le système bancaire mexicain dispose de niveaux de capital suffisants (supérieurs au minimum réglementaire) pour faire face aux scénarios simulés.

Selon la banque BBVA, le Mexique aurait manqué depuis 2018 une croissance économique annuelle supplémentaire de 1,8 % en lien avec le *nearshoring*. Selon le rapport « Situation

sectorielle régionale» de la banque, le pays aurait manqué une croissance importante en raison de l'absence d'une politique d'attraction manufacturière pour la relocalisation des entreprises. Ces gains auraient pu représenter une croissance supplémentaire de 15 % par an des exportations de produits manufacturés, ce qui aurait permis au pays de connaître une croissance économique jusqu'à 10 fois supérieure. Homero Martinez, économiste principal du groupe financier, précise que les déficiences de plusieurs secteurs (tels que l'énergie et la construction) sont les défis qui limitent de meilleures performances du *nearshoring*. Le rapport précise que les Etats du nord et du Bajío ont le potentiel nécessaire pour concurrencer la Chine dans le domaine de la fabrication lourde et pour diversifier leurs exportations vers des activités à plus fort contenu technologique. Selon BBVA, les pays asiatiques auraient gagné le marché que la Chine a perdu aux Etats-Unis, principalement le Vietnam, Taiwan, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie et l'Inde.

Les marchés financiers prévoient que la Banque centrale du Mexique devrait augmenter son taux de référence de 0,5 points de pourcentage, pour le porter à 10,5 % d'ici la fin de l'année. En ce qui concerne les anticipations d'inflation, celles-ci s'établissent à 8,3 % en g.a pour la fin de l'année 2022, contre 8,48 % dans les dernières prévisions (de fin novembre). L'estimation de l'inflation sous-jacente a quant à elle légèrement augmenté, passant de 8,35 % à 8,4 %. Pour le taux de change, les marchés estiment qu'il s'établirait à 20 MXN par USD à la fin de l'année. Il serait de 20,8 MXN par USD d'ici la fin de l'année 2023.

L'investissement productif chute à nouveau en septembre au Mexique. En septembre, l'investissement brut en capital fixe a enregistré une baisse de 0,87 % en rythme mensuel, sa plus

forte baisse mensuelle depuis février dernier selon l'INEGI, en raison de l'affaiblissement persistant des dépenses de construction (-0,82 % g.m) et d'une nouvelle détérioration dans le secteur des machines et équipements (-1,44 % g.m). Les mois à venir représentent un défi pour l'investissement, compte tenu des prévisions de croissance économique plus faible et de taux d'intérêt plus élevés, qui augmentent les coûts de financement.

Les constructeurs automobiles augmentent leur production de 8 % au mois de novembre, mais les exportations ralentissent. La production de voitures au Mexique a augmenté de 8,04 % en novembre, tandis que les exportations de véhicules ont ralenti et enregistré une baisse de -3,83 % en g.a. selon les données de l'INEGI. BMW, Mercedes Benz, Ford, General Motors et Audi ont été les constructeurs automobiles dont la production a été la plus élevée en novembre, avec une croissance respective de 78 %, 75 %, 68 %, 43 % et 42 %. Nissan, Mercedes Benz et Honda sont les assembleurs dont les exportations de voitures ont le plus diminué, à respectivement -51 %, -35,7 %, et -24 % g.a.

La décision d'augmenter le salaire minimum de 20 % à partir de janvier 2023 a fait l'unanimité auprès du secteur privé. Toutefois, le président de la Confédération des chambres industrielles mexicaines a appelé le gouvernement mexicain à créer les conditions favorables aux investissements et ainsi à la création de nouveaux emplois. A partir du premier janvier 2023, le salaire minimum passera de 172,87 MXN à 204,44 MXN par jour, en combinant une augmentation de 10 % liée à l'inflation et un montant de récupération indépendant de 15,72 MXN. Cette augmentation s'applique également à la zone franche de la frontière nord, où l'ajustement passe de 260,34 MXN à 312,41 MXN.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le Ministère des Finances a déclaré que le rachat total de deux obligations cette année (pour un total de 3 Mds USD) réduira de 70 % le remboursement de la dette extérieure du gouvernement pour 2025. L'agence a annoncé que le rachat anticipé d'une obligation dont l'encours est de 1,2 Mds USD, le taux d'intérêt nominal de 1,375 % et l'échéance initiale le 15 janvier 2025, prendra effet le 29 décembre. Grâce à cette opération, les remboursements prévus de la dette extérieure pour 2025 passeront de 4,24 Mds USD à 1,28 Mds USD. En 2023, 100 % de la dette extérieure contractée sur les marchés sera à taux fixe, avec une maturité moyenne de 19,5 ans.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Des représentants commerciaux du Mexique et des Etats-Unis s'uniront pour présenter aux représentants du secteur privé tous les avantages économiques et fiscaux que les deux pays offrent pour la relocalisation d'entreprises (*nearshoring*). Il s'agit de l'un des accords conclus à l'issue d'une réunion à Washington entre la secrétaire à l'Economie (Raquel Buenrostro) et la secrétaire au commerce des Etats-Unis, Gina M. Raimondo. Au cours de cette réunion, le sujet de la relocalisation d'entreprises d'Asie en Amérique du Nord a été abordé, ainsi que le renforcement des chaînes d'approvisionnement, en particulier celles liées aux secteurs des circuits imprimés et des semi-conducteurs. Il a été affirmé que la relocalisation d'entreprises est une opportunité historique pour le renforcement et l'intégration économique de l'Amérique du Nord. Les deux gouvernements ont en outre convenu que, par le biais du dialogue économique de haut niveau, ils chercheront à

renforcer la coordination pour générer de meilleures conditions et accélérer l'arrivée de nouveaux investissements au Mexique. Si le succès de l'ALENA était dû à l'industrie manufacturière et à l'agriculture notamment, avec le T-MEC, le numériques et les connaissances technologiques devraient devenir de nouveaux moteurs, car c'est là que se situe la concurrence avec la Chine.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole :

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 08/12
Bourse (IPC)	-2,44%	-0,38%	50 725 points
Change USD/MXN	1,65%	-6,23%	19,68
Change EUR/MXN	2,88%	-12,63%	20,72
Prix du baril mexicain	-13,60%	7,70%	64,15

Amérique centrale

1. GUATEMALA

La Ley de Incentivos para la Movilidad Eléctrica, loi promouvant la mobilité routière bas carbone via des incitations fiscales, ayant été votée en août dernier par le Congrès, est entrée en vigueur le 29 novembre. La loi a pour objectif l'augmentation des importations, des ventes et l'utilisation de véhicules électriques, hybrides et hydrogènes. Ainsi, tous les acteurs situés le long de la chaîne de valeur de ces véhicules bénéficieront d'une exonération totale de la TVA pendant 5 ans puis d'une exonération partielle pendant les 5 années suivantes. Sont ainsi concernés les importateurs, vendeurs et clients finaux pour l'achat de ces véhicules mais aussi les acteurs des infrastructures de recharge, des batteries, des piles à combustible utilisées pour les voitures à hydrogène... Selon les autorités, parmi les 4,6 millions de véhicules immatriculés dans le pays, il n'y aurait aujourd'hui que 4 600 voitures électriques ou hybrides, soit 0,1% du parc automobile.

2. EL SAVADOR

La deuxième campagne du gouvernement de rachat anticipé des obligations arrivant à échéance en 2023 et 2025 s'est close le 6 décembre. Au lancement de ce second programme de rachat le 29 novembre, le gouvernement avait annoncé qu'il consacrerait uniquement 74 M USD pour financer les coupons de cette opération alors que les deux émissions avaient un encours cumulé de 1,034 Mds USD. La priorité avait ainsi été donnée aux offres des détenteurs d'obligations 2023, représentant un encours de 666,9 M USD, en raison de la proximité de leur échéance. Le prix d'achat des obligations 2023 était de 95 \$, et celui des titres 2025 de 62 \$. A la fermeture de la campagne, seules 11% et 5,3% des offres pour les obligations 2023 et 2025 ont été achetées, obligeant ainsi le gouvernement à honorer en janvier prochain le paiement au pair des 604 M USD d'obligations restantes.

3. HONDURAS

Lancement du plan « Programa Nacional para la Reducción de Perdidas – PNRP », ultime tentative du gouvernement pour tenter de redresser les comptes de l'entreprise nationale d'électricité ENEE (Empresa Nacional de Energía Eléctrica). Ce programme a pour objectif de limiter les pertes sur le réseau de 38 % à 20 % grâce à une révision des lignes principales de distribution d'électricité et à l'installation de compteurs conventionnels et intelligents anti-fraude. La situation est urgente : au troisième trimestre 2022, ENEE perdait en moyenne 2,3 M USD par jour à cause de ces pertes. In fine, l'objectif est donc de redresser la situation financière d'ENEE, véritable gouffre financier pour l'Etat : la dette de l'entreprise a atteint 3 Mds USD (75 Mds HLN), soit environ 10% du PIB et 50 % du déficit fiscal de l'état.

La BCIE prévoit un soutien financier à hauteur de 2,59 Mds USD pour le Honduras sur la période 2022-2026. L'institution a prévu ce décaissement pour financer la stratégie nationale co-élaborée par le gouvernement et la BCIE « Estrategia de País Honduras 2022-2026 », reposant sur les 3 piliers suivants : modernisation et renforcement des infrastructures productives et durables ; amélioration de l'accès aux services et infrastructures sociales ; renforcement de la compétitivité du pays. A fin 2021, le portefeuille de projets actifs de la BCIE au Honduras s'élevait à 1,9 Mds USD, dont 86% étaient destinés au secteur public.

4. NICARAGUA

L'entreprise canadienne Calibre Mining a obtenu 3 concessions pour l'exploration et l'exploitation d'or au Nicaragua à travers sa filiale Desminic Minero de Nicaragua. Les trois concessions (« Jaspe » de 4 300 hectares ; « Opalo » de 7 700 hectares ; « El Milagro » de 7 000 hectares) ont été attribuées par le Ministère de l'Energie et des Mines pour une durée de 25 ans. L'entreprise Calibre Mining est présente au Nicaragua depuis 2009 et était le plus grand exportateur d'or du pays en 2021. Cette annonce intervient alors que le secteur aurifère est sous le joug des sanctions américaines depuis octobre dernier, les Etats-

Unis étant le principal destinataire des exportations d'or nicaraguayennes : en 2021, 75% de ces exportations étaient à destination des Etats-Unis.

Le régime Ortega-Murillo a annoncé la mise à disposition de trois bandes de fréquences pour l'introduction de la technologie 5G dans le pays. Cette annonce fait suite à l'entrée sur le marché des télécoms d'un nouvel opérateur, Tecomunica (opérant sous le nom commercial Teko et issu de la fusion en 2017 des entreprises publiques Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica - Enatrel et Instituto Costarricense de Electricidad - ICE), fragilisant ainsi le traditionnel duopole formé de Claro et Tigo.

ministre de la présidence, Joel Santos, a indiqué que les PME-PMI fournissent jusqu'à 50 % des emplois dans le pays et contribuent à 38 % du produit intérieur brut. Ce groupe d'entreprises composé par 79 % de microentreprises, 16 % de petites entreprises et près de 3 % de moyennes entreprises, a été responsable de la création de plus de 600 000 emplois directs et de plus de deux millions, si les emplois non formalisés sont inclus.

Caraïbes

1. CUBA

Les statistiques officielles publiées fin octobre par les autorités cubaines confirment l'arrivée de 1,2 millions de touristes ce mois-ci, soit près de 995 000 visiteurs de plus que l'an dernier à la même période. Le Canada continue d'être le principal pays d'origine des visiteurs étrangers sur l'île, avec plus de 359 000 touristes, suivi par les résidents cubains à l'étranger. Plus de 35 000 touristes français ont été comptabilisés, soit une augmentation de plus de 1 200 % par rapport à l'année 2021. A noter que l'objectif de 2,5 millions de touristes fixé pour 2022 a été récemment révisé à la baisse, pour tabler sur un plan de 1,7 M de visiteurs (-32% par rapport aux prévisions initiales). Par ailleurs, les autorités cubaines ont annoncé un objectif de 3 millions de touristes en 2023.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Les micros, petites et moyennes entreprises (PME-PMI) représentent 98 % du secteur commercial en République dominicaine. Le

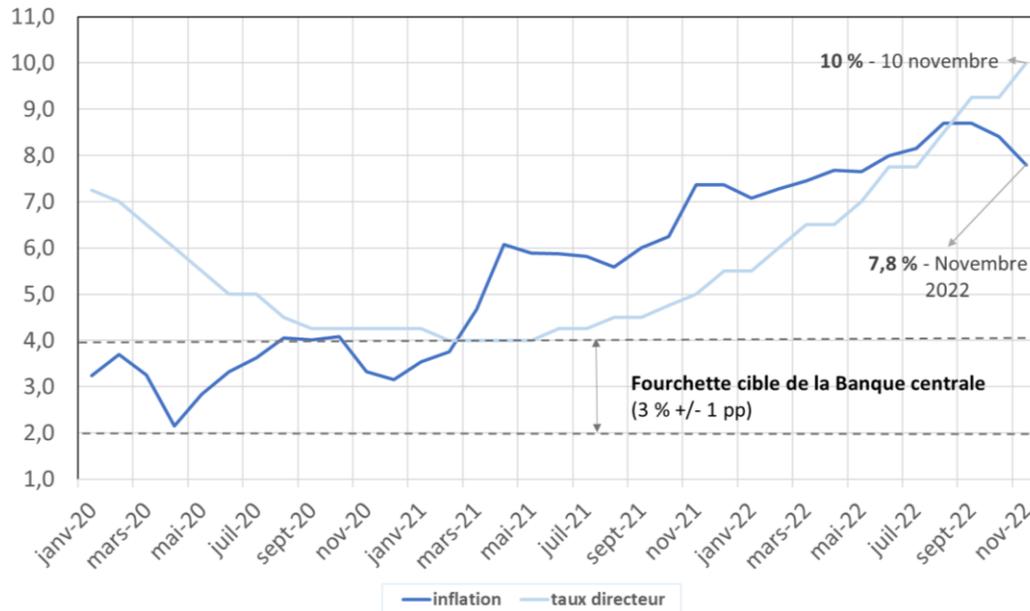
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

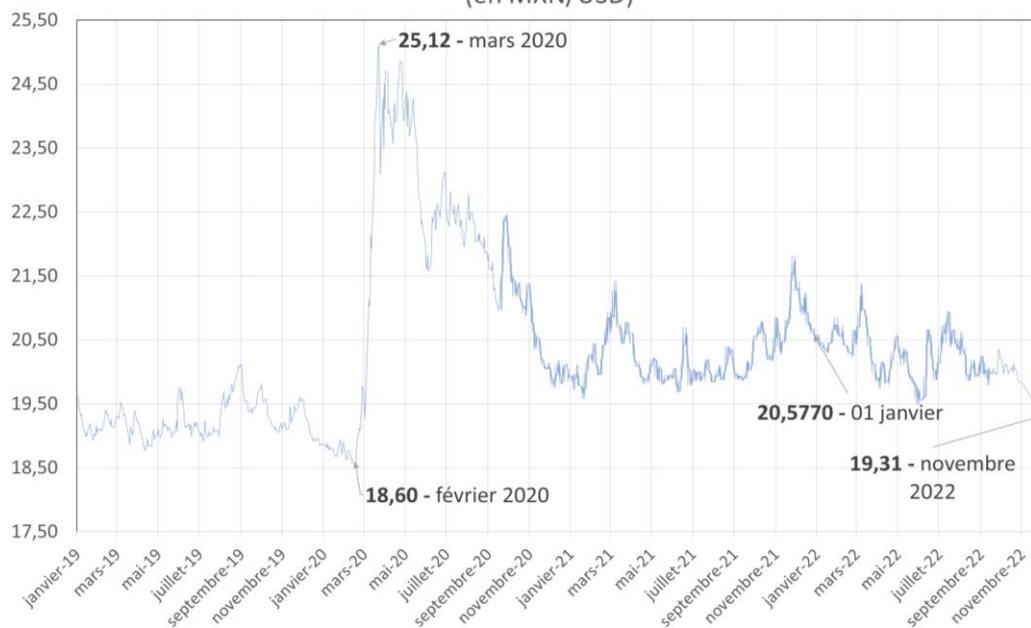
–Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



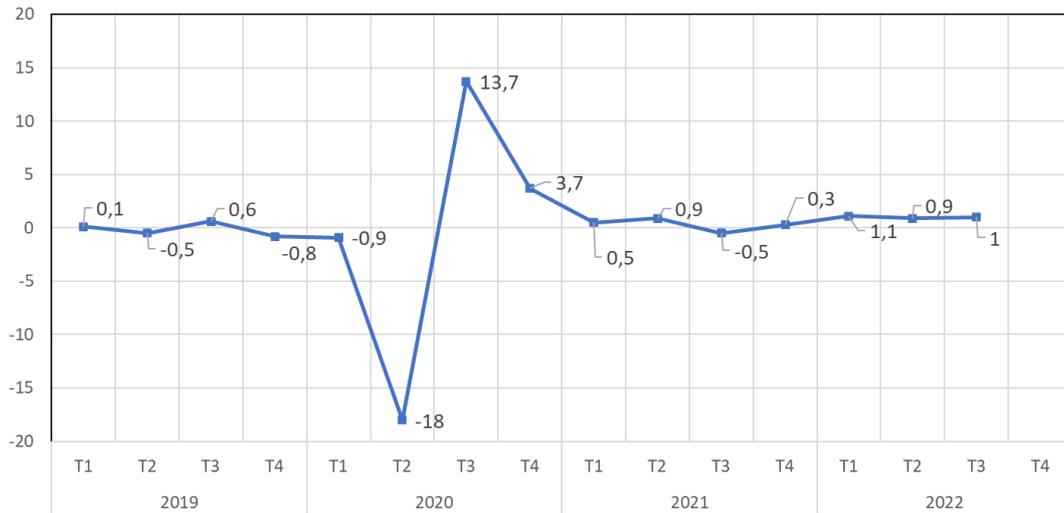
Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change
(en MXN/USD)



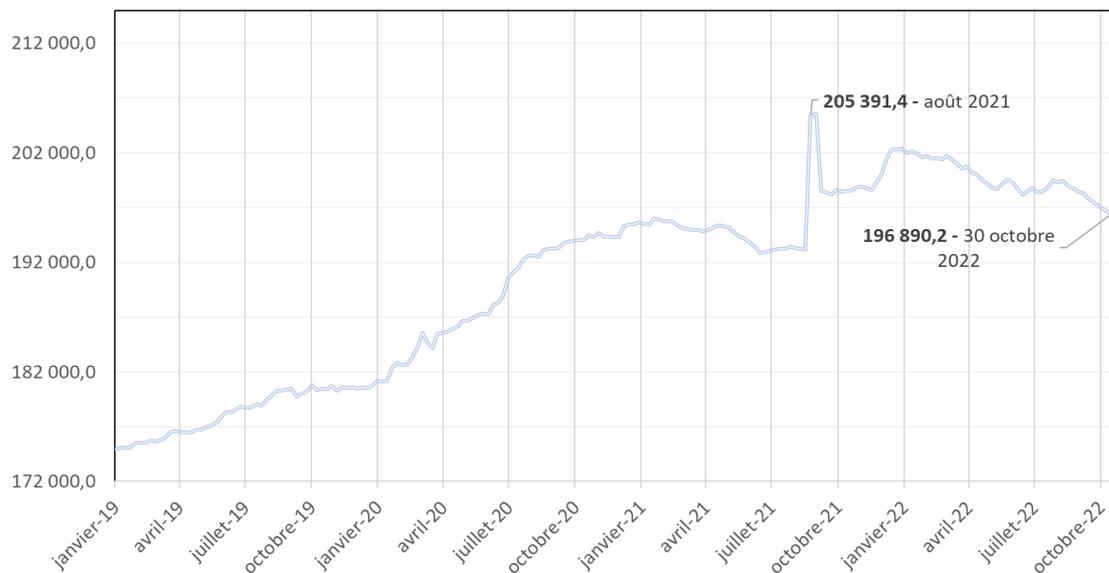
Source: Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB (%, glissement trimestriel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique